

CFAO MOTORS TOGO ouvre son showroom automobile



tous les samedis de 9h00 à 13h00



DOSSIER *PP.8-9*

Pêche: une production nationale en deçà des besoins de la population



- Une filière entre les mains des Ghanéens
- Attention aux arnaques

POLITIQUE

Contrat d'engagement et culture de performance : la méthode DOGBE



Pp.2-3

POLITIQUE

L'ANC peut-elle rebondir ?
P.4

ECONOMIE

Quel impact de la consommation locale sur notre économie ? *P.5*

ECONOMIE

Les Togolais ont transféré plus de 600 milliards FCFA par Flooz et TMoney en 2018 *P.6*

Editorial

Infos N°259 | Du 21 octobre au 04 novembre 2020

✎ Kokouvi Ekpé AGBOH AHOUELETE

IL FAUT « DELIVRER » AGBEYOME KODJO

Ces séquences auraient pu être classées dans la rubrique « Rions un peu » ou dans celle de « Comédie sous les tropiques » et considérées comme anecdotiques. Mais la répétition d'actes aussi ridicules que dégradants en considération de la stature de celui qui les pose, interroge et mérite qu'on s'y attarde.

En effet, au lendemain de l'élection présidentielle qu'il a perdue au profit de Faure Gnassingbé, Agbéyomé Kodjo semble s'être enfermé dans une logique illisible y compris pour les esprits les plus avertis de la vie politique togolaise. Après l'auto-proclamation et les différentes adresses à la nation, la revendication de soutien des forces armées togolaises et des chancelleries occidentales dont personne n'en a vu ne serait-ce qu'un début de manifestation, une boulimie de nominations s'est emparée du candidat malheureux au scrutin du 22 février : premiers ministres, ministres et même ambassadeurs.

Les premières ont été considérées par des analystes comme une forme de provocation, destinée à garder sous pression le pouvoir de Lomé. Il faut bien se rendre à l'évidence, notamment après les nouvelles par lesquelles il change son « équipe gouvernementale », que l'on est davantage proche du délire clinique que d'une démarche politicienne.

En continuant à camper sur cette posture surréaliste de « président démocratiquement élu exerçant ses fonctions », le député de Yoto commet une double faute politique, en sus du caractère délictueux de ses actes. Il déshonore les hautes fonctions d'Etat qu'il a pu occuper : premier ministre, président de l'Assemblée nationale, ministre, président d'une Commission parlementaire, directeur général du Port autonome de Lomé... ; en ce qu'il expose son image et celle de ces institutions à la risée de tous.

Comment une personnalité capable de démarches aussi pathétiques a-t-elle pu occuper ces fonctions ? Bien plus grave, il porte des atteintes préjudiciables à la nécessaire reconstruction de l'opposition dont toute démocratie a besoin. D'abord en décrédibilisant ses principaux acteurs ; ensuite en empêchant à travers ses campagnes de diffamation et d'intoxication, toute initiative de reconstruction de celle-ci.

Dans la tradition catholique, le Saint-Esprit qui forme avec le Père et le Fils la Sainte Trinité et dont Agbéyomé Kodjo revendique l'onction, est celui qui éclaire, apporte la lumière divine. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne fait pas la démonstration de l'avoir reçu.

Au surplus, l'impression est plutôt que le candidat de la Dynamique Kpodzro a été déserté depuis longtemps par la raison.

CONTRAT D'ENGAGEMENT ET CULTURE DE PERFORMANCE : La méthode DOGBE

✎ BABALE Wadoufèi, Docteur en droit Public. Assistant à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de l'Université de Kara

Assiste-t-on à la « tchatcherisation » de l'administration togolaise ? En tout cas, les premiers pas de Mme Victoire Tomégah-Dogbé à la tête du gouvernement semblent emprunter la même démarche que celle initiée dans les années 80 par l'ex Première ministre anglaise Margaret Thatcher et fondée sur la politique des « 3 E » : Economie, Efficacité, Efficience.

Les couleurs sont annoncées dès la passation de service : Mme Tomégah-Dogbé imposera la culture du résultat. Dans sa Déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, la cheffe du gouvernement déclare que « dans les prochains jours, le gouvernement s'attachera à détailler la présente Déclaration de politique générale en lettres de mission ministérielles, structurées, opérationnelles et intégrées dont la mise en œuvre sera suivie au travers d'un dispositif de gouvernance recentré. Chaque membre du gouvernement sera redevable de la mise en œuvre de sa feuille de route ... ». Alliant les actes à la parole, les ministres ont reçu leur contrat d'objectifs lors du séminaire gouvernemental du 12 octobre 2020. Tous les ingrédients d'une transformation du management public au Togo, semblent donc réunis.

Le contrat d'objectifs ou de performance fixe les orientations stratégiques d'une structure pour mieux répondre aux attentes des citoyens de l'Etat et du monde économique. Il s'agit de gouverner l'Etat comme une entreprise en intégrant culture démocratique et culture de gestion. Mais il faut relever tout de même que l'Etat n'est pas une entreprise. En effet, l'organisation publique connaît de fortes spécificités et elle a besoin de décrire ses produits, de les mesurer, de les piloter pour remplacer le moteur que constitue dans une entreprise la recherche du profit. Le contrat d'objectifs et de performance prend alors des formes spécifiques dans les services publics en tenant compte de l'efficacité finale de ses actions ou l'efficacité socio-économique, ainsi que la qualité des services rendus aux usagers. Cette nouvelle gestion publique modifie ainsi le système administratif.

La gestion de l'administration a changé et le changement, c'est que la bureaucratie pâlit et s'efface de plus en plus devant la nouvelle gouvernance publique. En effet, on assiste à la consécration de la réalisation de résultats, via le respect du principe de la transparence et la responsabilisation des gestionnaires publics. La philosophie qui sous-tend ce changement est que les gestionnaires publics doivent se fixer des objectifs. Dans cette dynamique, chaque ministre doit établir un plan stratégique. Ce dernier fixe le cap avec des objectifs clairs et les cibles de résultats. Le point de chute est la reddition de comptes dans un rapport annuel de performance.

Gérer l'Etat comme une entreprise est aujourd'hui le leitmotiv de la nouvelle gouvernance publique. L'amélioration de la compétitivité de notre économie passe par cette manière de gouverner. Mais les impératifs de résultats ne doivent pas occulter les contraintes à la fois structurelles et conjoncturelles. L'organisation



Mme Victoire Tomégah-Dogbé

administrative telle qu'elle est, ne constitue pas déjà un frein à ce nouvel élan ? La crise de confiance grandissante de notre société favorise-t-elle l'éclosion de ce nouveau management public ? L'accroissement des stéréotypes par l'enjeu de légitimité ne remet-il pas en cause le contrat d'objectifs ? Au final, le contrat d'objectifs ne peut-il s'avérer n'être qu'un effet d'annonces ?

Le processus managérial en cours dans notre pays est salutaire. La démarche managériale s'appliquera aussi bien au niveau des politiques publiques qu'au niveau de la gestion de l'organisation administrative. Il est « temps de s'éloigner de la représentation figée et dichotomique de politiques publiques nobles et directrices, qui seraient suivies d'un management public exécutant et instrumental ». Pour y parvenir, il faut établir un véritable équilibre entre la responsabilité et la liberté de gestion des gestionnaires publics avec en toile de fond, la reddition des comptes. Ainsi l'on peut dire qu'on assiste à une véritable révolution de la gestion publique, qui devra cependant prendre en compte certains paramètres.

Une culture de performance annoncée

L'introduction de contrats d'objectifs qui découle directement de la logique de résultats exprime la volonté de rapporter les coûts à l'efficacité des politiques publiques. Les contrats d'objectif ou de performance sont en quelque sorte la liberté de gestion contre l'engagement de résultats. C'est une véritable révolution qui se propage comme une onde de choc dans le monde.

Il y a lieu de noter que dans le système classique de gestion publique, l'accent est mis sur les moyens et les résultats attendus ne sont pas pilotés. Dans cette dynamique, les vrais gestionnaires sont ceux qui sont capables de consommer les crédits donc

les moyens alloués. Cela se comprend dans la mesure où l'administration se résumait à la conformité aux règles et respect de la hiérarchie. Et comme l'a si bien dit Bernard ABATE : « l'administration est comme une armée qui marche au pas. C'est le règne de la circulaire ».

Ce système de gestion a démontré ses vertus. Il a permis à l'Etat de se faire en répondant aux défis de l'éducation, de la santé, de l'aménagement du territoire. Mais ce système, loin de tirer sa révérence, a montré ses faiblesses. Il lui faut substituer un nouveau modèle qui est la gestion par objectif ou axée sur la performance. En effet, la recherche de la régularité ne suffit plus. La bureaucratie est efficace pour faire marcher au pas les ministères mais le respect de la seule norme ne permet plus à l'Etat de répondre efficacement aux attentes des citoyens.

Dans ces conditions, le contrat d'objectif ou de performance est un modèle alternatif qui permet à l'Etat de se refaire. Cette gestion par objectif vient bouleverser les logiques traditionnelles. Ici, ce sont les résultats qui sont attendus des ministres avec la signature des contrats d'objectif.

Ces contrats fixent des objectifs et les niveaux de performance assignés aux ministres ainsi que les modalités de reporting. En contrepartie d'engagement sur les résultats, les ministres vont bénéficier ainsi d'une grande souplesse de gestion avec la seule obligation très stricte de rendre compte à la cheffe du gouvernement.

Ces contrats d'objectifs offrent plusieurs avantages. En réalité, ils permettent un meilleur pilotage de l'action publique. Le contrat a pour rôle de concrétiser les engagements réciproques des deux parties autour d'intérêts communs. Il s'agit ainsi d'une référence partagée et d'une clarification des engagements réciproques.

(Suite à la page 3)

CONTRAT D'ENGAGEMENT ET CULTURE DE PERFORMANCE : (Suite de la page 2)

Par la signature du contrat d'objectifs, les ministres s'engagent à atteindre des objectifs tandis que l'autorité hiérarchique s'engage, elle, à mettre à disposition les moyens jugés nécessaires pour l'atteinte des objectifs. De plus, ces contrats donnent une visibilité à l'action publique sur le moyen terme. Le caractère pluriannuel constitue en effet, une caractéristique majeure du contrat de performance.

La nouvelle équipe gouvernementale en prenant cet engagement, s'inscrit dans une nouvelle culture. Les ministres doivent ainsi chaque année publier un rapport annuel de performance qui précise notamment les stratégies adoptées pour l'atteinte des objectifs et les difficultés rencontrées. Dans cette dynamique, la responsabilité des ministres prend une nouvelle tournure. A la responsabilité politique, se greffe une responsabilité managériale.

La responsabilité politique du ministre ne peut jouer qu'au sein du parti dans la mesure où juridiquement le parlement ne peut qu'engager la responsabilité collective du gouvernement. Or, avec le fait majoritaire et la discipline des députés au Togo, la motion de censure a de beaux jours devant elle. Mais la seule possibilité pour le premier ministre est d'enjoindre au ministre qui n'a pas atteint ses objectifs de démissionner. Dans ce cas aussi, il faut tenir compte du poids de ce ministre dans le gouvernement et surtout dans le parti. En effet, certains ministres sont tout puissants et considérés comme incontournables ceux-ci profitent de ces avantages pour tenir leur portefeuille, selon leur bon vouloir.

Pour une gestion performante, il faut allier responsabilité politique et managériale. Cette dernière incitera à l'atteinte des objectifs avec des implications à la fois positives et négatives. En effet, un ministre qui n'arrive pas à atteindre ses objectifs connaît déjà son sort pour le prochain

gouvernement. La responsabilité managériale sera essentiellement engagée au regard du compte rendu définitif sur la gestion, explicitant les résultats obtenus ainsi que les écarts éventuellement constatés. Désormais, la responsabilité managériale porte principalement et en premier lieu sur les résultats à atteindre. A chaque niveau de déclinaison, une série d'objectifs sera fixée dans un document cadre et, en fin de gestion, le compte rendu sur les résultats permettra de mesurer les écarts de réalisation et d'en tirer toutes les conséquences. Cependant, le simple écart entre les objectifs et les résultats n'entraîne pas automatiquement la responsabilité du gestionnaire. Comme l'analyse André Barilari, « les causes de résultats insuffisants peuvent en effet relever de plusieurs facteurs dont il faut apprécier la pondération. Il s'agira de déterminer l'incidence éventuelle d'un changement imprévu de contexte, d'un irréalisme dans la fixation des cibles de résultats, d'une insuffisance structurelle des moyens attribués par rapport aux résultats attendus, d'une gestion ou d'un comportement insuffisants des responsables ».

Le système de contrat de performance en cours au Togo est salubre. Il rejoint ainsi les pays qui ont expérimenté ce système et où les résultats sont probants. Il s'agit d'un vecteur puissant d'incitation à la gestion par la performance. Mais cette nouvelle culture a ses exigences qu'il faudrait prendre en compte.

Une culture de performance exigeante

La gestion axée sur les résultats est un passage obligé pour les Etats. Mais il s'agit d'une démarche qui exige un lourd investissement des équipes pour la mener à bon port. Elle transforme la dynamique de l'Etat. L'Etat puissance publique qui commande doit descendre de son piédestal pour être à l'écoute des citoyens. La performance dans cette dynamique, revivifie la démocratie avec l'obligation de rendre compte. Mais cette fièvre de la culture

de résultats est conditionnée. Il s'agira dans cette brève réflexion d'énumérer quelques exigences.

L'exigence de moyens : Il s'agit ici des moyens tant financiers qu'humains. Une fois les objectifs fixés, il faut donner les moyens financiers aux ministres afin qu'ils puissent mettre en œuvre les politiques publiques. Mais il faut retenir que l'atteinte de certains objectifs n'exigera pas nécessairement des moyens financiers. Il s'agira de mobiliser les agents publics.

Cette capacité de mobilisation dépendra du management de chaque ministre. Puisque l'on est en présence d'une administration publique, le manager est appelé à gérer la complexité et doit apporter ordre et cohérence. Ainsi, au-delà de ses compétences managériales, les ministres doivent être des leaders en montrant la voie à suivre. Ils doivent savoir agir et faire agir dans des environnements complexes, incertains et souvent turbulents.

L'exigence de la culture de l'intérêt général : parler de la culture de l'intérêt général peut paraître provocateur dans la mesure où dans l'entendement général, l'Etat est par nature providentiel et les fonctionnaires sont naturellement soucieux du bien public et porteurs de l'intérêt général. Il s'agit d'une vision erronée puisque « les agents des services publics, comme les salariés du secteur privé ont des motivations et des intérêts privés ».

La démarche de la culture de résultats questionne l'essence même du service public fondée sur des principes d'éthique de redistribution et de l'intérêt général. En effet, l'intérêt général est un catalyseur de la performance en contribuant à surveiller la corruption et la fraude. L'intérêt général entraîne le patriotisme qui est un don de soi, des sacrifices pour sa patrie.

L'exigence de l'éthique au service de la performance : l'éthique n'est pas incompatible avec la performance. A l'heure où le monde est secoué par les grands scandales financiers et économiques, où le concept de crise semble perdurer, à l'heure où les questions de bonne gouvernance et d'honnêteté font l'objet de débat public, la question de l'éthique prend une acuité particulière. Ainsi, le défi à relever reste fondamentalement celui de l'éthique.

L'avenir de la mise en œuvre de la culture de résultats passe par le renforcement de l'éthique, du retour à l'idée de jugement moral sur l'activité des ministères et le rendement des fonctionnaires. L'éthique pourrait alors être une voie de réduction des risques de comportements opportunistes. C'est une condition préalable pour que le citoyen togolais accorde sa confiance à l'administration.

L'exigence du dialogue de gestion : c'est le dispositif certainement le plus fondamental. Selon André BARILARI, « le dialogue de gestion est la mise en place des objectifs et des moyens ». Le dialogue de gestion ne consiste pas en un échange simple de documents.

Il s'agit de mobiliser les informations nécessaires sur l'action des services de façon à vérifier que leur trajectoire

reste conforme aux objectifs fixés. Ainsi, le dialogue mobilise tous les agents à tous les niveaux autour de la notion de performance. Dans la pratique, il s'agit d'organiser des réunions régulières afin d'examiner l'état de réalisation des objectifs fixés. C'est un lourd investissement des acteurs qui est demandé. Pour la réalisation de ces objectifs, un certain nombre de processus s'avère indispensable. Il faut d'abord un processus d'appropriation de la stratégie et des objectifs ; et ensuite un processus de la programmation des activités et la détermination des enveloppes de moyens qui devrait être un processus annuel.

En définitive, l'on peut dire que le Togo s'engage dans une autre culture, celle de résultats. L'implication des hommes politiques est déjà rassurante car, « plus la réforme sera portée et soutenue par les hommes politiques à haut niveau de responsabilité, plus elle aura de chance d'être adoptée et effective ». Cette volonté politique doit être soutenue par tous les acteurs car la culture de résultats va permettre une dynamique du progrès. Rendez-vous dans un an pour les premiers rapports annuels de performance.

Sans trop faire l'apologie de la démarche rendez-vous dans un an pour « déguster » ensemble les rapports annuels de performance.

..... Ets
Marianne Fashion
 hug PROSECCO CIPRIANI BELLINI
NOUVEL ARRIVAGE
 91377799 / 90060260 / 98959646

focus Infos
 Bimensuel Togoais d'informations

Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
 Tél. +228 22 51 21 08 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

- Directeur de Publication**
 Ekpé K. AGBOH AHOUELETE
- Rédaction**
 Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
 Ibrahim SEYDOU
- Collaboration**
 Edem QUIST
 Wilfried ADEGNIKA
 Charles KOLOU
- Distribution**
 Damali
- Maison du journalisme**
 Casier N°49
- Imprimerie**
 Imprimerie 1 Rois 17
 BP. 8043 Lomé Togo
 Tél. +228 90054237 / 99587773
- Conception**
 Focus Yakou Sarl
 Tél: +228 90 11 05 06
 +228 22 51 21 08
 Lomé Togo
- Tirage**
 2500 exemplaires

L'ANC peut-elle rebondir ?

✎ Ayi d'ALMEIDA

Huit mois après sa débâcle historique à l'élection présidentielle, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) a fait sa rentrée politique le 14 octobre dernier, en tenant un conseil national. Ses dirigeants ont appelé les militants à la remobilisation. A raison car en dépit des apparences, le parti de Jean-Pierre Fabre peut légitimement croire à un rebond.

Ils n'ont pas totalement digéré leur humiliante défaite au scrutin du 22 février dernier. Ce n'est donc pas à une rencontre conquérante que les cadres du parti orange ont participé il y a une semaine. L'ambiance ne fut pas non plus celle de l'époque d'une ANC triomphante, écrasante voire méprisante envers les autres partis de l'opposition.

Malgré tout, la formation de Jean-Pierre Fabre reste combative, décidée à ne pas se laisser enterrer. L'analyse politique, sempiternelle, n'a pas bougé d'un iota : « nous faisons face à une dictature militaire à façade civile. Il faut changer le système qui régent ce pays depuis des lustres » et l'engagement reste entier : « réclamer des réformes politiques et électorales consensuelles susceptibles d'ouvrir la voie à l'alternance et au changement démocratique au Togo ».



Jean-Pierre Fabre, Président national de l'ANC

Pour cela, l'ancien lieutenant de Gilchrist Olympio et ses camarades sonnent la mobilisation générale. Et règlent leurs comptes au passage. « Rien ne permet de dire qui est le

vainqueur de la présidentielle du 22 février. Les conditions dans lesquelles cette élection s'est déroulée n'étaient pas bonnes ».

Agbéyomé Kodjo, son collègue de l'opposition qui continue à se considérer comme vainqueur du scrutin, appréciera. Mieux (ou pire, c'est selon), on ne les y prendrait plus jamais à s'engager dans des coalitions d'opposition « dont les objectifs se révèlent finalement opposés » à leur vision. En revanche, « le conseil national du parti autorise des synergies d'actions avec d'autres partenaires politiques responsables et sérieux dont l'engagement aux côtés du peuple togolais dans sa quête du changement démocratique est réel ».

Raisons d'y croire.

L'ANC a toutes les raisons de croire à une résurrection politique après son déroute score de 4% au dernier scrutin présidentiel.

D'abord, parce qu'elle reste le parti de l'opposition le plus structuré dans le pays, avec ses 105 fédérations, et organisant régulièrement des instances. Ensuite, malgré le fait

qu'elle se soit fait doubler sur la ligne par la Dynamique Kpodzro, elle est l'une des seules à se prévaloir de nombreux cadres militants encartés et engagés.

A preuve, malgré sa prétendue victoire, Agbéyomé Kodjo qui doit essentiellement sa percée électorale au soutien de Mgr Philippe Kpodzro (celui-ci a non seulement invité Dieu dans le débat public et joué sur la foi des électeurs, mais a également diffamé les autres leaders de l'opposition), n'a jamais réussi à mobiliser dans la rue, faute de militants. Enfin, elle peut revendiquer de nombreux élus locaux qui peuvent lui servir de rampe de lancement pour les prochaines échéances, et leurs municipalités de laboratoire d'expériences pour élaborer son projet de société.

Le pari n'est pas gagné d'avance ; mais il n'est pas perdu non plus. Son issue dépendra aussi de la capacité de la formation à renouveler son discours et ses hommes.

**DIAGNOSTIC
GRATUIT
SUR TOUT MODÈLE
TOYOTA
DE MOINS DE 7 ANS**

du 1^{er} au 30 octobre 2020
de 8h00 à 10h00, sans rendez-vous

 www.toyota.tg
Tel : 93 34 61 42



Bd Eyadema, 01 BP 332 Lomé
Tél: 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com



Quel impact de la consommation locale sur notre économie ?

✎ Ibrahim SEYDOU

Les Togolais sont appelés à acheter et consommer les produits du terroir les 31 jours d'octobre 2020. C'est à la faveur de la célébration de la 1ère édition du « Mois de la consommation locale » au Togo, dont le lancement officiel a été fait le 30 septembre dernier. Cette célébration des produits locaux se déroulera dans tous les pays de l'espace UEMOA.

Qu'est-ce que le consommer local ?

L'importation de tout ce qui est produit en quantité et qualité suffisantes au Togo réduit la consommation des produits locaux. De fait, consommer local signifierait pour les consommateurs togolais de privilégier l'achat de produits alimentaires locaux, c'est-à-dire produits, distribués et consommés dans un rayon géographique national. Depuis les années 80, l'agriculture familiale et paysanne est malmenée par la libéralisation et la tendance à l'affaiblissement des politiques agricoles africaines. Pourtant, en Afrique de l'Ouest, elle produit l'essentiel de l'alimentation, emploie près de 60 % à 70% des actifs et est la mieux à même de gérer les ressources naturelles de façon durable.

Dans la bataille du consommer local, les défis à relever sont multiples. Ils interrogent les politiques agricoles, alimentaires et commerciales, car il est indispensable de soutenir tant la production locale que sa transformation agroalimentaire, et de réguler les importations qui la concurrencent. Le Sénégal l'a fait pour la filière oignon, la Guinée pour la pomme de terre. Pour généraliser ces expériences, reste à construire un contexte politique favorable à des modes de distribution qui protègent davantage l'emploi, garantissent des prix décents aux productrices et aux producteurs et participent à l'évolution des habitudes alimentaires au profit du consommer local.

« Consommez produits togolais »

La décision de Victoire Tomégah-Dogbé, Chef du gouvernement togolais relative à la consommation locale, vient à point nommé pour la mise en valeur du savoir-faire togolais, et l'incitation à la production, à la transformation, à la commercialisation, ainsi qu'à la consommation des produits « *Made in Togo* » dans toute la sphère de l'économie togolaise. Elle succède à la politique de consommation locale et est initiée depuis les années 1980 avec le slogan « *Consommez Produits Togo* ». Celle-ci ne se limitait pas aux produits alimentaires produits localement sur le sol togolais par les nationaux, mais à toute la production locale.

De fait, l'une des caractéristiques des peuples est la culture. C'est par celle-ci que les sociétés se distinguent les unes des autres. Elle se manifeste par

la langue, les habitudes alimentaires, la musique, le vestimentaire etc. Dans une ville cosmopolite, il est possible de distinguer des personnes de même origine uniquement par leur habillement. On pourra identifier les Sud-Africains par leur accoutrement, les Guinéens par la teinte de leurs tissus traditionnels, les Béninois dans leur tenue traditionnelle avec un chapeau appelé « *Gobi* ». Au Ghana, les pagnes traditionnels, les couronnes en or et les chaussures traditionnelles « *Ohiniba* » constituent une fierté et une identité culturelle. Au Burkina Faso, depuis le bas âge, le jeune burkinabè est conditionné à consommer local à partir de l'habillement. De plus, l'exemple est donné au sommet de l'Etat à commencer par le Chef de l'Etat lui-même dans ses habitudes vestimentaires. Il en est de même pour les membres du gouvernement, les responsables des administrations publiques sans compter le citoyen lambda, tous consomment une forte proportion de la production locale vestimentaire. On peut rappeler l'accoutrement local des hommes d'Etat comme Kwamé N'Kruma du Ghana, Oluségun Obassandjo du Nigéria ou encore Nicéphore Soglo du Bénin, etc. La tenue vestimentaire du feu président de l'ex Zaïre Mobutu Sese Seko a presque donné une marque au Congo Kinshasa.

Dans le contexte togolais, il est rare et difficile de trouver un accoutrement autochtone. La politique de consommation locale sera sans effet si les exemples ne commencent pas par le sommet de l'Etat. Et ceci dans les habitudes alimentaires, dans la coiffure au niveau des femmes, dans le vestimentaire afin de booster la consommation dans tous les domaines de la production locale. Les femmes de toutes catégories socioprofessionnelles pour des raisons de patriotisme et de développement de la consommation locale doivent volontairement renoncer aux perruques, aux mèches importées et valoriser leur beauté à partir du savoir-faire local.

La consommation locale ne saurait cibler uniquement le côté alimentaire. Elle doit prendre en compte tous les domaines de l'économie togolaise. De là, le Togolais pourra se faire une identité culturelle dans la sous-région où il est jusqu'alors inexistant. En effet, la marque togolaise n'est identifiable pour le moment dans aucun domaine. Il urge alors qu'une Journée « *Consommons local* » soit instaurée au Togo pour booster cette décision courageuse de consommation locale initiée par le

gouvernement.

L'intérêt de consommer local :

Il existe de nombreuses bonnes raisons de consommer local :

- Pour préserver l'environnement : réduire son empreinte écologique en réduisant les transports.
- Pour soutenir l'économie locale : consommer local permet de soutenir les agriculteurs et producteurs des secteurs autres que l'agriculture, de créer et soutenir l'emploi au niveau national.
- Pour faire des économies : bénéficier d'un prix avantageux lié à la proximité géographique du producteur, et consommer des produits de saison, soit au moment où ils sont au prix le plus bas car disponibles abondamment.
- Pour préserver sa santé : certains végétaux peuvent perdre une partie de leurs valeurs nutritionnelles au cours de leur transport ou de leur stockage.
- La consommation locale favorise une proximité géographique et une connaissance de l'origine du produit, augmentant ainsi le sentiment de maîtrise et de contrôle du consommateur.
- Les producteurs engagés en circuits courts consomment souvent peu d'intrants ou sont en agriculture biologique. Ils permettent dans le cas de la production végétale le maintien d'une agriculture de proximité, en zone péri urbaine. Leur présence est donc un facteur de maintien du cadre de vie et de la biodiversité.
- L'augmentation de la production et de la consommation locale (offre et demande locale ou nationale)
- L'amélioration du niveau et de la qualité de vie des ménages
- L'augmentation du niveau de revenu et du pouvoir d'achat des ménages.

Triple responsabilité :

A l'analyse, une triple responsabilité se dégage : elle est à la fois celle des acteurs des chaînes de valeur des productions agrosylvopastorales, (surtout dans la partie septentrionale du pays) halieutiques et alimentaires (producteurs agricoles, transformateurs, commerçants...), celle des consommateurs et celle des autorités publiques.

D'abord les organisations paysannes et de producteurs agricoles doivent renforcer leurs efforts pour proposer aux consommateurs urbains, des produits alimentaires nationaux correspondant à leurs besoins et à leurs demandes. Cela nécessite des partenariats structurés et des contrats



Kodjo Adédzé, ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale

entre les différents acteurs des chaînes agroalimentaires nationales. Ensuite, le rôle des consommateurs est essentiel. Selon leurs choix, le système alimentaire national deviendra le moteur central du développement économique, social et environnemental. Le choix qu'ils feront dépendra de critères objectifs qu'il appartient aux producteurs de satisfaire : prix, qualité, facilité de préparation, présentation des produits alimentaires mais aussi de facteurs culturels, voire psychologiques, qui s'attachent aux produits locaux et souvent au discrédit dont ceux-ci sont l'objet.

Enfin, les autorités publiques ont une responsabilité éminente dans l'évolution des actions de production, de transformation et de distribution, dans l'orientation des choix de consommation et dans la défense des produits nationaux et la régulation des marchés. Vu l'enjeu de la « consommation des produits nationaux », les politiques publiques, celles des collectivités locales (communes), des gouvernements et même des organisations régionales, doivent appuyer toutes les dynamiques qui permettent de faire des systèmes alimentaires locaux, des systèmes alimentaires nationaux et du système alimentaire ouest-africain les moteurs centraux du développement économique, social et environnemental local, national et régional.

Quelle est alors la politique nationale en vue de la promotion pour la production et la consommation du local au Togo? La consommation locale est appréhendée par les motivations à son égard, en analysant conjointement la perspective consommateur et les stratégies développées dans le pays pour se positionner sur ce marché. Ainsi, les stratégies doivent porter sur des revendications légitimes pour obtenir des politiques en faveur de l'agroécologie, la poursuite de la politique du genre et de l'accès à la terre, de la reconnaissance des métiers agricoles, artisanaux, et de l'ouverture des achats institutionnels de tous les produits locaux (pour les

cantines scolaires par exemple). Ainsi le consommer local s'inscrit dans des systèmes alimentaires comme l'a souhaité le gouvernement la consommation des mets locaux dans les menus de pause-café, de pause-déjeuners, de dîner de galas, de dîners débats, d'ateliers, de conférences, de groupe de travail des comités de réflexion... qui donnent la priorité aux populations et à l'environnement.

Des atouts et des défis

Au Togo, l'industrie et les services liés, ainsi que l'agriculture peuvent s'appuyer sur des atouts solides pour consolider et développer leur offre dans le contexte de la relance de la politique de « *consommons les produits togolais* ». Et cela, compte tenu, par exemple : de nombreux savoir-faire industriels (grands groupes et PME dans la zone franche industrielle) et artisanaux de qualité, avec une main d'œuvre qualifiée, et de leur diffusion ; du poids de notre agriculture et du secteur agroalimentaire ; du positionnement national et sous régional (exemple des produits de la brasserie BB). Et cela, par exemple, au travers d'expérimentations de labellisation, des produits locaux, du poids de l'économie sociale et solidaire, l'évolution de la tendance de consommation locale.

La consommation locale du fait qu'elle permet d'impliquer dans des personnes vulnérables ou éloignées de l'emploi ; par la création de nouvelles opportunités renforce la crédibilité des décideurs et la reconnaissance, du label togolais. L'ensemble de ces atouts constitue un terrain très favorable pour répondre aux évolutions en cours de la demande et de l'offre, prendre de l'avance dans la compétition internationale par rapport à des évolutions qui apparaissent inéluctables en faisant valoir ce qui constitue déjà des facteurs français de compétitivité, et faire surgir de nouvelles dynamiques territoriales. Et cela avec des conséquences positives pour l'emploi.

Les Togolais ont transféré plus de 600 milliards FCFA par Flooz et TMoney en 2018

Esaië EDOH

Les opérations financières à partir d'un compte électronique associé à un numéro de téléphone se développent au Togo. Ce moyen de transfert d'argent désormais dans les mœurs, est aujourd'hui largement adopté par les consommateurs et constitue une véritable aubaine pour les deux opérateurs Moov et Togocel, qui se sont partagés les commissions sur les 607 milliards transférés en 2018, derniers chiffres disponibles.

Ils sont présents partout dans la ville de Lomé ainsi qu'à l'intérieur du pays. Logés le plus souvent par des kiosques, des boutiques d'alimentation générale ou encore de vente d'accessoires informatiques, les points de transfert d'argent Flooz (pour les clients Moov) et T-money (pour les clients Togocel) sont pris d'assaut à longueur de journées par les consommateurs pour y effectuer des opérations d'envoi ou de retrait d'argent.

Selon les chiffres de l'Autorité de Régulation de la Télécommunication et des Postes (ART&P), les points de service d'argent mobile ont augmenté de 9%, passant de 11.119 en 2017 à 12.136 points en 2018. 62,7% des abonnés mobiles utilisent le service d'argent mobile (Flooz et TMoney) et le taux de pénétration du service financier mobile par rapport à la population est d'environ 52%.

Les données révèlent en outre que le nombre d'utilisateurs de l'argent mobile est passé de 83.000 en 2013 à 1,9 millions en 2017 pour atteindre 2,3 millions en 2018, soit un taux de croissance annuel de 95% sur la période 2013-2018 et de 21% durant 2016-2018.

Ils révèlent par ailleurs qu'en 2018, le volume global des transactions était de 607,7 milliards de FCFA avec 61 millions de nombre d'opérations. Ce qui donne environ 1,6 milliards de FCFA de transaction par jour, avec en moyenne 10.000 FCFA par transaction opérée.

« Tous ces chiffres ont connu une évolution entre 2018 et le premier semestre 2020 » précise-t-on à la direction de Moov.

Une aubaine.

Si le transfert mobile facilite la vie des utilisateurs, il est une aubaine pour les distributeurs et pour les opérateurs.

Ils se partagent une commission sur chaque opération effectuée, qui varie de 150 à 10.000 FCFA sur les transferts de Flooz allant de 1 à 1.500.000 FCFA, et de 150 à 11.000 FCFA sur les transferts T-money allant de 1 à 2.000.000 FCFA. Appelée frais de transfert, cette commission est répartie entre le distributeur et l'opérateur, en raison de 26% pour le premier et 64% pour les retraits d'argent, et de 13% contre 77% pour les envois ; Moov et Togocel pratiquant les mêmes taux.

Pour devenir distributeur, il faut en principe satisfaire aux critères de géolocalisation de l'emplacement et ainsi qu'à celui de la proximité avec le réseau existant. Et fournir une garantie qui constitue en même temps le capital pour débiter ses opérations, d'au moins 400.000 FCFA pour Flooz et 300.000 FCFA pour T-money. De même le futur distributeur doit se



Point de transfert Flooz à Lomé

faire enregistrer comme entrepreneur et disposer de sa carte d'opérateur économique. C'est une activité qui peut s'avérer très lucrative pour ceux qui s'y lancent au vu de l'engouement des consommateurs pour le transfert mobile.

Ce que confirme Norbert ADOM, un distributeur agréé T-money et Flooz. Avec environ 150 opérations financières confondues réalisées quotidiennement par son kiosque, il touche une commission journalière moyenne de 10.000 FCFA, plus de

300.000 FCFA mensuels, soit plus de 8 fois le smig. « Déduction faite de mes charges, je gagne en moyenne 250.000 FCFA par mois » confie-t-il. De fait, monsieur ADOM a multiplié les points de transfert pour un chiffre d'affaires annuel de 13.000.000 FCFA.

Quant à Véronique KABA, elle assure que ce service est devenu sa principale source de revenus, environ 400.000 FCFA mensuels, loin de ceux que lui rapporte sa boutique d'alimentation générale à laquelle elle avait associé le transfert d'argent.



HINO

LE RETOUR

IMAGINÉ POUR VOUS ACCOMPAGNER.





Disponible chez votre concessionnaire



Bd Eyadema, 01 BP 332 Lomé
Tél: 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com



HinoByCfaoMotorsTogo



(*) Photos non contractuelles



LE PSAEG DANS LA KOZAH :

✎ Charles KOLOU

Au-delà de l'amélioration des conditions de vie des femmes

La Fédération des unions des groupements des femmes de la Kozah (FUGFK) est l'une de ces fédérations structurées grâce au Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG). Créée officiellement le 14 août 2009, la fédération est toujours dynamique et reste un modèle de réussite. Leurs activités principales sont l'agriculture, le maraîchage, le stockage, la commercialisation des produits vivriers et la transformation des produits surtout le soja en fromage. Environ 70% des femmes de cette fédération pratiquent l'élevage des porcs.

Grâce au PSAEG, les membres de cette fédération ont suivi une série de formations notamment en gestion de groupement et de microcrédit. A ces formations, s'ajoute un important don de lot de matériels dès la première année d'activité.

« Le ministère du Développement à la Base, à travers le PSAEG, nous a apporté beaucoup d'équipements pour le fonctionnement de notre fédération. Nous avons en exemple bénéficié des moulins que nous avons installés au niveau de chaque canton et bien d'autres matériels nécessaires pour les activités génératrices de revenus de nos membres comme des bassines, des marmites, des seaux d'eau, des bottes, des pelles, des brouettes et tonneaux », confie Chango Doga épse Gnassingbé, secrétaire générale de la FUGFK.

En plus de cet appui matériel, la fédération a obtenu en novembre 2011, suite à une signature de convention avec le ministère du développement à la base dans le cadre du PSAEG, un crédit de 140 millions au bénéfice de ses membres.

« Le crédit reçu fut alors un soulagement pour nos membres. Cela avait permis de leur octroyer des microcrédits pour booster leur activité avec du matériel déjà acquis. La gestion de ces fonds permet jusqu'à ce jour à la fédération de renouveler des crédits à ses membres. Nous parvenons à satisfaire toutes les demandes », confie la SG de la fédération.

Bien structurée grâce au PSAEG, la fédération a pu bénéficier d'autres financements pour leurs projets dont celui d'élevage de porc financé par la Miss Togo 2011.

A ce jour, la fédération se porte bien et les membres ont gardé leur dynamisme. Mieux, la réussite des membres de la fédération séduit et incite d'autres groupements et femmes à rallier cette structure.

« Nous avons des activités en commun, et ça avance très bien. Chacune en bénéficie et notre quotidien a beaucoup changé. La fédération compte aujourd'hui 1560 groupements et près de 33 276 femmes membres alors qu'au début, elle n'était constituée que de 527 groupements avec 17 502 femmes », rapporte-t-elle.

Au-delà de l'amélioration des conditions de vies des bénéficiaires, le PSAEG a contribué à l'éclosion des femmes leaders au sein de la Fédération. Elles occupent des postes de responsabilité mais aussi contribuent dorénavant au développement de leur



La SG de FUGFK en séance de travail

communauté.

« Les avantages du PSAEG sont au-delà des appuis matériels et financiers que nous avons reçus. Le projet a fait émerger le leadership de beaucoup de femmes et notre groupement reste un modèle. Nous avons été choisies par le ministère en 2014 pour faire une tournée de partage d'expérience avec d'autres groupements et fédérations. La bonne gestion de la fédération a valu à notre présidente une reconnaissance des populations qui l'ont élue maire de la Commune Kozah2. Elle peut

témoigner que c'est grâce à sa gestion de la fédération qu'elle a pu accéder à ce poste et nous en sommes fières», témoigne la secrétaire générale de la FUGFK.

Pour se conformer aux nouvelles dispositions relatives aux organisations paysannes, la fédération de l'union des groupements des femmes de la Kozah, s'est inscrite dans un processus de restructuration pour se muter en Société de Coopérative simplifiée (Scoops).

ECONOMIE/ Togo Invest et le PNUD s'engagent pour la mise en œuvre du PND

✎ Esaïe EDOH

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) s'associe à Togo Invest (TI) pour la mise œuvre du Programme National de Développement (PND). Les deux organisations ont conclu ce jeudi à Lomé un accord de partenariat en vue de la réalisation des projets prévus dans le cadre de ce programme.

A travers ce partenariat, TI et le PNUD vont unir leurs efforts pour mobiliser des ressources techniques, humaines et financières pour l'achèvement des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Togo et pour l'attraction d'investissements de qualité dans les secteurs porteurs du PND.

Conformément à cet accord, les deux signataires devront structurer leurs interventions pour mobiliser le secteur privé togolais et international.

Leurs interventions conjointes porteront sur trois domaines principaux. Primo, assurer les garanties sociales et environnementales. Il sera question de promouvoir la politique de «sauvegardes» avec pour finalité d'identifier, d'éviter



Echange de documents entre le DG de Togo Invest et le représentant résidant du PNUD au Togo

et de minimiser les dommages causés aux personnes et à l'environnement lors de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures.

Secundo, les deux organisations vont œuvrer pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de responsabilité sociale et

sociétale des entreprises pour les projets dont TI est responsable.

Tertio, elles vont mobiliser des acteurs du secteur privé et

public pour le financement ou le cofinancement de projets dans le domaine de l'économie verte et de la lutte contre le changement climatique.

Grâce à ce partenariat, Togo Invest qui est une société de financement, veut apporter sa pierre à la réalisation du PND. « Notre mission est entre autres le développement de partenariat public privé et l'investissement dans les projets stratégiques du Togo en vue de permettre au gouvernement de réaliser ses objectifs en matière de développement économique. A ce titre, notre institution se trouve être au cœur de la mise en œuvre des objectifs du PND dont la mobilisation attendue du secteur privé représente 65% des ressources totales nécessaires soit plus de 3000 milliards de FCFA », a confié Samuel Ekué MIVEDOR, directeur général de Togo Invest. En participant à cet accord, PNUD-TOGO pour sa part, compte jouer pleinement sa partition dans l'amélioration des conditions de vie des Togolais. Pour ce faire, souligne son représentant résidant au Togo, Aliou DIA, « il est nécessaire de soutenir le gouvernement et ses institution dans la création d'un cadre favorable aux investissements de qualité. »

PECHE :

Charles KOLOU

Une production nationale en deçà des besoins de la population

La demande en poisson de la population togolaise ne cesse d'augmenter d'année en année. La production halieutique nationale évaluée à environ 25 000 tonnes par an est loin de satisfaire les besoins de cette population estimés à près de 100 000 tonnes par an sur la base de 13 kg/ht/an. Pour combler ce déficit, le Togo importe chaque année entre 70 000 et 80 000 tonnes de poissons. Pourtant, le pays dispose d'une façade maritime, des eaux continentales et d'un port de pêche moderne qui constituent de grands atouts pour booster la production halieutique du pays. Dans ce dossier, Focus Infos, revient sur l'évolution de la production halieutique, fait un zoom sur les acteurs de la pêche artisanale, et les défis du secteur.

La pêche artisanale maritime, grand pourvoyeur

Au Togo, les produits de pêche notamment les poissons sont issus de la pêche artisanale maritime, la pêche industrielle et continentale ainsi que de la pisciculture. La pêche artisanale maritime se pratique surtout à partir de la côte ou des plages à l'aide de divers engins et techniques de pêche jusqu'à une distance de 5 km de la côte et une profondeur de 20 m. Les pêcheurs utilisent des filets maillants dont tonga, awli et watsa.

La production moyenne annuelle est de 25 000 tonnes selon les statistiques de la Direction des pêches et de l'aquaculture. Elle est très variable d'une année à une autre. Estimée à 27 272 tonnes en 2011, la production halieutique du Togo a connu une baisse entre 2012 et 2015. De fait, sur cette période, la production a été en dessous de la moyenne. Celle-ci a été respectivement de 19 340, 19 887, 21 565 tonnes en 2012, 2014 et 2015. A l'issue de l'année 2016, cette production va connaître une nouvelle augmentation avec un total de 32 201 tonnes de produits halieutiques enregistrés. En 2017, la production a été de 27 000 tonnes avant de rechuter à 26 526 tonnes en 2019.

Cette fluctuation de la production totale du pays d'une année à une autre reste fortement liée aux performances de la pêche artisanale maritime qui constitue plus de 75% de la production halieutique nationale. En effet, cette production a été de 18 411 tonnes en moyenne entre 2011 et 2019 contre une production moyenne générale de 24 304 tonnes sur cette période.

A l'analyse des statistiques nationales, la production de la pêche artisanale maritime est en baisse sur ces neuf dernières années. De 22 150 tonnes en 2011, cette production est passée à 18 960 tonnes en 2019 soit une baisse de 3 190 tonnes. Cette

baisse est liée selon les spécialistes aux impacts de l'érosion côtière, des changements climatiques et à la pollution des eaux marines par les jetés d'ordures et des eaux phosphatées.

En revanche, les productions de la pêche continentale et celle piscicole sont en hausse sur ces dernières années.

De 5000 tonnes en 2011, la production de la pêche continentale est passé à 6 417 en 2019 soit hausse de 1417 tonnes. La production de la pisciculture a quant à elle connu une forte hausse de production, passant de

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Quantité Export (Tonnes)	22	166	165	72	173	200	77	12	2
Valeur Export (Millions FCFA)	4,32	149,75	49,83	79,51	70,47	91,22	26,12	41,62	4,00
Quantité Import (Tonnes)	36502	50580	48676	51641	56229	56989	72560	60943	61796
Valeur Import (Millions FCFA)	10982	15311	14814	15945	17735	20822	23962	19445	22291

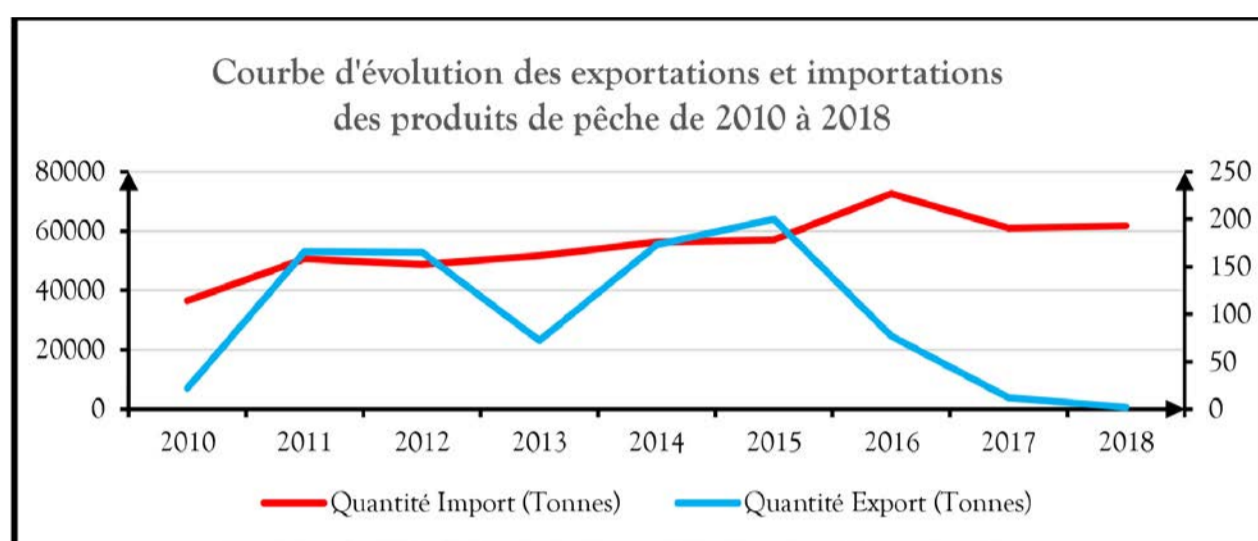
Source : INSEED, 2019

quelques 20 tonnes en 2011 à 1000 tonnes en 2019. La production industrielle sur cette période aussi a connu une hausse, passant de 102 tonnes à 149 tonnes.

Malgré sa faiblesse, la valeur de la production halieutique du pays est estimée selon une étude de la FAO à plus de 5 milliards de francs CFA et la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation des produits de la pêche à plus de 10 milliards de francs CFA. La pêche contribue à 4 % du PIB du secteur primaire. Le secteur de la pêche offre de l'emploi non négligeable à 10 000 pêcheurs environ et 12 000 commerçants, commerçantes et transformatrices des produits de pêche et fait vivre directement environ 150 000 personnes.

Le Togo exportateur malgré tout

Malgré que le Togo importe plus de 50 % de ses produits halieutiques, il exporte du poisson en direction de quelques pays de la sous-région



et à l'international. Les poissons sont exportés vivants (Clarias gariepinus ou silures vers le Bénin

tendance à la baisse depuis 2016. En 2018, par exemple, le total de produits halieutiques importés a

la plupart utilisent ici sont des filets à maille très fin qui ne sont pas du tout recommandés. Il faut que l'autorité prenne des mesures strictes avec de véritables amendes », recommande le secrétaire général du Syndicat national des pêcheurs du Togo (SYNAPETO) Adam Abdou-Derman.

De plus, des mesures devraient être prises pour atténuer les conséquences de l'érosion côtière qui impactent négativement la pêche artisanale maritime. L'instauration d'un repos biologique est nécessaire afin de garantir une régénération de la flore marine sur les côtes

et le Nigéria), frais ou transformés (toutes espèces confondues vers les pays d'Afrique, d'Europe ou

été estimé à 61 796 tonnes contre seulement 2 tonnes exportés par le Togo.

Type de pêche	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Pêche artisanale maritime	22 150	14 180	14 862	14 714	16 372	25 772	20 545	18 142	18 960
Pêche industrielle	102	140	153	148	125	76	75	118	149
Pêche continentale	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	6 243	6 248	6 360	6 417
Pisciculture	20	20	23	25	68	110	132	290	1 000
TOTAL	27 272	19 340	20 038	19 887	21 565	32 201	27 000	24 910	26 526

Tableau n° 1: Evolution de la production halieutique nationale en tonne entre 2011 et 2019

ailleurs). Toutefois l'importation qui porte notamment sur les poissons entiers frais, réfrigérés ou congelés, fumés, séchés, salés et les fruits de mer (crustacés, mollusques) reste largement supérieure.

De fait, le Togo a exporté en 2010, 22000 tonnes de poissons pour une valeur de 4,32 millions de FCFA.

Les importations de produits halieutiques de cette année ont été évaluées à 36502 tonnes pour un montant total de près de 11 milliards FCFA.

Cette importation a été évalué à 22,291 milliards FCFA.

De la nécessité d'augmenter la production halieutique

L'importation des produits halieutiques ne cessent de croître d'une année à l'autre. Face à cette situation il importe de définir des stratégies afin d'augmenter la production locale.

Ainsi, serait-il judicieux de soutenir la pisciculture en restructurant la filière et en accordant des financements aux

togolaises.

A la Direction de la pêche, l'on annonce que le Togo disposera dans les prochains mois d'un système de surveillance satellitaire des navires de pêche appelé VMS.

« Ce dispositif permettra au pays de mieux surveiller les navires de pêche sur sa côte et de lutter efficacement contre la pêche illégale qui est contre-productive pour le pays », indique M. Kossi Ahoedo, chef Section Promotion des pêches.

Une filière entre les mains des Ghanéens

Charles KOLOU

La pêche artisanale maritime est la plus importante en termes de production et d'effectif des acteurs. Sur le littoral, l'on dénombre 23 campements et environ 2 640 pêcheurs dans la filière. Selon les résultats de plusieurs études dont celle de la FAO publiée en 2020 sur l'Évaluation des pertes après capture dans les pêcheries maritimes artisanales du Togo, les acteurs directement impliqués dans la pêche maritime artisanale togolaise sont principalement de trois nationalités, notamment ghanéenne (66,3%), togolaise (29,9%) et béninoise (4%) qui sont moins représentés. Comment les Ghanéens parviennent-ils à dominer la pêche artisanale maritime au Togo ? Pourquoi les Togolais peinent à s'imposer dans ce secteur pourtant très lucratif ? Éléments de réponses.

L'art de la pêche est Ghanéen

La pêche artisanale maritime est un secteur porteur, aux nombreuses opportunités et un véritable bassin d'emplois. Mais il est entre les mains des Ghanéens qui y règnent en maîtres absolus.

« La pêche artisanale maritime est dominée par les Ghanéens. Sur cent pirogues de pêche, à peine 10% appartiennent aux Togolais », confirme Ernest, jeune pêcheur. Les raisons sont multiples. Cependant, plusieurs acteurs évoquent essentiellement des considérations culturelles, indiquant que les Ghanéens maîtriseraient mieux l'art de la pêche que les nationaux.

« Ils sont doués pour manier les différentes techniques de pêche ; mieux que les Togolais. C'est souvent d'ailleurs eux qui initient nos frères » relève Da Mina, mareyeuse au port de pêche de Lomé. Au demeurant, c'est un art que les Ghanéens transmettraient de père en fils dès leur bas âge, de génération en génération. Au contraire des Togolais qui préféreraient envoyer leurs enfants à l'école. « Observe bien les personnes assises dans les barques. Tu vois des mineurs d'à peine 10 ans, qui vont déjà en mer à cet âge. Dans deux à trois ans, ils seront aguerris aux techniques pour être des spécialistes de la pêche à l'âge adulte. C'est la culture des Ghanéens que nous n'adoptons pas chez nous. La priorité est à la scolarisation des enfants



Des pirogues accostées au port de pêche de Lomé

» détaille Assou alias Belove, soudeur d'arc et pêcheur togolais. De fait, ils en font leur activité professionnelle et leur principale source de revenus : « les Ghanéens sont des professionnels et ils vivent de la pêche prioritairement. C'est maintenant que des Togolais se font initier progressivement », ajoute ce pêcheur rencontré au port de pêche. Ces explications sont confirmées par l'Enquête-cadre de la pêche artisanale maritime au Togo publiée en 2016. En effet, ses résultats indiquent qu'en général moins d'1 pêcheur sur 4 reste favorable à l'entrée de son enfant dans l'activité de pêche.

Polémique inutile ?

Pour Dermane Adbou-Adam, secrétaire générale du Syndicat national des pêcheurs du Togo

(SYNAPETO), la question de la domination des pêcheurs ghanéens est une polémique inutile. Il estime que ceux-ci, s'étant installés avec leurs familles au Togo depuis des décennies, ne devraient plus être considérés comme des étrangers. « Nous ne devons plus considérer comme étrangères des personnes installées à Kodjoviakopé, Ablogamé, Kotokoukondji etc depuis des années, qui y ont fondé leurs familles. Elles sont devenues des Togolaises à part entière », soutient le syndicaliste qui affirme dès lors pour sa part, que 60% des pêcheurs sont Togolais.

Le Togo trop hospitalier ?

Certains acteurs considèrent que la forte présence des Ghanéens dans la filière est une conséquence de la culture d'hospitalité dont fait

montre, parfois à son préjudice, le Togo. En effet, ils dénoncent le fait que la réciprocité n'est pas vraie pour les pêcheurs togolais : « le cas du Togo est atypique dans la sous-région. Les Togolais n'ont pas autant de latitude ni de facilité à accoster dans des ports de pêche de la sous-région » regrette l'un d'eux.

« Tu ne peux pas aller au port de pêche du Ghana ou d'un autre pays comme le Sénégal ou encore à côté ici au Bénin et prétendre t'installer ou mener des activités dans leur port de pêche. Tu peux pêcher dans leurs eaux peut-être ; mais pas évident de pouvoir s'y arrêter », confirme Assou Alias Belove, du haut de ses 17 années d'expérience dans plusieurs compagnies de pêche espagnole, mauritanienne et sénégalaise.

Le Togo reste donc une exception sous-régionale où les activités de la pêche maritime sont aux mains des étrangers. Toutefois, le manque de mains d'œuvres locales qualifiées reste une des explications de la situation.

L'influence des mareyeuses togolaises et le coût des équipements.

La domination des Ghanéens serait aussi favorisée par les mareyeuses. Ce sont des femmes qui financent l'achat d'armatures de pêche dont elles confient l'exploitation aux pêcheurs ghanéens, considérées comme les meilleurs. « Les mareyeuses financent l'achat d'armatures de pêche de la plupart des pêcheurs ghanéens qui exercent ici au port de pêche de Lomé. Soit par prêt soit sur contrat. Ceci facilite l'installation de ces pêcheurs étrangers », révèle M. Adam Abdou-Derman.

« Les Ghanéens sont plus professionnels que nos frères togolais. Je préfère confier ma pirogue à ces derniers qu'aux frères qui n'ont pas encore la maîtrise ou qui ne sont pas nombreux », explique une mareyeuse ayant requis l'anonymat.

Les mareyeuses constituent ainsi des partenaires stratégiques des pêcheurs ghanéens, mettant à leur disposition des moyens financiers pour investir dans l'acquisition des pirogues de pêches. Bien plus, elles deviennent de facto les acheteurs des produits de pêche de ces derniers.

Par ailleurs, le coût des équipements est plus compétitif au Ghana qu'au Togo ; ce qui favorise nos voisins de l'ouest.

« Pour disposer d'une pirogue de pêche avec tous les accessoires, il faut investir au moins 5 millions, voire plus selon la capacité du moteur que vous voulez et des filets. Rien que le moteur à CFAO Motors par exemple vous coûtera environ 2,5 millions FCFA tandis qu'au Ghana vous pouvez trouver un moteur au prix de 1 million FCFA, parfois moins, et toute l'armature à moins de 2 millions FCFA. Les Ghanéens déjà sur ce point ont un avantage sur nous », explique notre expérimenté pêcheur, propriétaire de la pirogue baptisé « Remember love time ».

Réorganiser le secteur pour faciliter son essor

Pour permettre l'émergence d'une pêche bien togolaise, les acteurs en appellent à l'Etat. Ils sollicitent un soutien des pouvoirs publics qui peut prendre non seulement la forme de subventions et de facilitation d'accès au financement, mais aussi celle de formation en vue de renforcer leur technique de pêche et de disposer des pêcheurs qualifiés au plan national.

Attention aux arnaques

Parce que juteuse, la filière pêche attire de plus en plus de monde et voit corrélativement s'installer des individus peu recommandables aux pratiques délictueuses.

Fin janvier 2018, M. Kossivi Zemi (nom d'emprunt), un entrepreneur togolais souhaitait investir dans la pêche.

« J'ai acheté un moteur à 5 millions FCFA en France que j'ai acheminé à Lomé pour monter une pirogue en vue de la pêche. J'ai confié celle-ci à des Ghanéens en vue de son exploitation, sur la base d'un contrat. En plus de la pirogue, je devais fournir pour chaque sortie en mer, des frais appelés « frais de mer » équivalant à environ 300.000

FCFA. Au retour des pêcheurs et une fois les poissons vendus aux mareyeuses, les produits de la vente devaient être divisés en 3 parts : une part me revenait, les 2/3 aux pêcheurs dont la moitié était officiellement affectée à l'entretien de la pirogue. Les premiers mois se passèrent bien et nos revenus pouvaient avoisiner les 5 millions par pêche. J'envisageais dès lors me procurer une deuxième pirogue. C'est alors que sans raisons manifestes, les recettes commencèrent à chuter. Parfois, le produit de la vente arrivait à peine à couvrir les frais de mer. Mes questions

par rapport à ces baisses récurrentes de chiffres d'affaires n'ont jamais eu de réponse. Excédé, j'ai fini par vendre la pirogue » témoigne-t-il.

Le cas de Kossivi Zemi n'est ni isolé ni anecdotique. Beaucoup de compatriotes qui ont essayé d'investir dans le secteur en sont revenus déçus, accusant « une mafia entretenue par les Ghanéens avec la complicité de quelques locaux où il est difficile de faire sa place ».

La technique serait simple selon des témoignages recueillis. D'abord, les pêcheurs ghanéens imposeraient des frais d'entretien fixes du moteur

et de la pirogue dans les contrats, qu'ils ne justifient d'ailleurs pas. Ils opposeraient un refus catégorique à toutes velléités du propriétaire de la pirogue de choisir lui-même un mécanicien togolais. Ensuite, ils organiseraient régulièrement de « fausses pertes ». Il s'agit de faire croire à une période de mauvaise pêche. « La manœuvre consiste à décharger en mer à des complices, une bonne partie des poissons pêchés et à faire croire une fois arrivés au port de pêche, que l'expédition ne fut pas fructueuse. Les propriétaires qui ne viennent pas en mer avec nous ne peuvent pas le savoir », témoigne Ayao D. pêcheur et ancien coéquipier d'un piroguier ghanéen.

« Il y en a de très malhonnêtes. Je vais donc en mer avec eux. Mais lorsque je ne puis y aller, les comptes ne sont pas bons » confirme le secrétaire général du Syndicat national des pêcheurs du Togo (SYNAPETO) Adam Abdou-Derman.

Au surplus, ces pêcheurs indéliques parviennent parfois à quitter définitivement le port de pêche de Lomé en emportant toute l'armature de pêche. « Nous avons réglé plusieurs fois des cas de disparition de pirogues. Il nous a fallu nous rendre alors au Ghana pour rechercher les pêcheurs. De nombreuses mareyeuses en sont victimes », révèle le syndicaliste.

Le lait maternel, le meilleur rempart du nouveau-né contre les maladies

✪ Nana GARBA

De moins en moins privilégié, face à la dictature de l'urgence professionnelle des jeunes mamans et pour plusieurs autres raisons malgré les rappels des médecins et sages-femmes, l'allaitement maternel demeure à ce jour, le 1er vaccin du nouveau-né.

qui suivent l'accouchement, la mise au sein est bénéfique pour la mère aussi car elle prévient l'hémorragie dans cette période », détaille Mme

mère. Au contraire, ça resserre le lien affectif entre les deux parents et favorise la production du lait maternel. En plus, une maman qui pratique l'allaitement exclusif dans les normes demandées pendant au moins 6 mois est immunisée contre les grossesses.

Source de protection de la santé de l'enfant

L'alimentation fait partie des besoins physiologiques de tout être vivant. La nourriture recommandée pour le nouveau-né, est le lait maternel, conseille Héloïse Adandogou épouse d'Almeida, présidente de l'Association des sages-femmes du Togo (ASSAFETO). Selon elle, le lait maternel est un aliment naturel et le plus complet dont la nature ait disposé pour assurer le développement harmonieux d'un enfant.

Avant même sa naissance, le lait est préparé par la nature dans le sein de la mère et dans les premières heures qui suivent l'accouchement, le bébé doit être alimenté au sein. Une fois né, le nouveau-né se nourrit grâce au lait qui sort du sein de sa mère et qui est appelé le colostrum réputé pour être le lait le plus précieux pour l'enfant. C'est un lait concentré riche en vitamines, en protéines, en sels minéraux, et agents anti-infectieux qui répond aux besoins nutritionnels du nouveau-né et qui est destiné à le protéger.

En effet, les organes nobles d'un bébé ne sont pas matures et développés. Pour les protéger, il faut une alimentation saine ; et c'est le lait maternel qui est indiqué. Ce lait contient les anticorps de la mère qui vont protéger l'enfant contre toutes les infections. « Voilà pourquoi on considère le lait maternel comme le premier vaccin d'un nouveau-né » affirme la présidente des sages-



Un bébé au sein de sa mère

femmes.

De plus, d'après les calculs scientifiques, le lait maternel est composé d'environ 90% d'eau et 10% d'éléments nutritifs.

Le nouveau-né qui est allaité n'a donc plus besoin pendant les 6 premiers mois qui suivent sa naissance, de l'eau dont la source est encore incertaine. Selon la sage-femme, il est erroné de penser que c'est l'eau embouteillée qui est conseillée ou encore de l'eau du robinet bien chauffée et qui a bouilli à 90 degrés. Donner de l'eau au bébé âgé de moins de 6 mois est interdit par les scientifiques, avertit-on.

Au-delà d'être un anticorps, le lait maternel est la nourriture qui est disponible, « dès que l'enfant demande à manger, il n'y a pas à acheter ou préparer le contenu,

le contenant ou quoi que ce soit. Quand la maman est là, le lait est prêt à température du corps pour être donné au bébé qui exprime le besoin. Et ceci à tout moment », dit Mme d'Almeida.

Le lait donné par la maman en plus d'être conseillé pour le développement de son bébé, lui est aussi bénéfique.

La mère, deuxième bénéficiaire du rituel d'allaitement

« Au cours de la phase préparatoire de l'accouchement, une hormone est sécrétée, c'est l'ocytocine, qui facilite les contractions. La partie béante que le placenta laisse au niveau des vaisseaux et qui peut entraîner une hémorragie, se ferme grâce à ces contractions. Et ce sont les tétées de l'enfant qui accentuent la sécrétion de cette hormone. Dans les heures

d'Almeida.

Donner le sein à son enfant, constitue une méthode de contraception appelée méthode de l'allaitement maternel et l'aménorrhée quand elle est bien pratiquée. En effet, quand la maman allaite son enfant, ça bloque l'ovulation. « Cette dernière ne va plus passer les règles, saigné durant la période d'allaitement et ça la protège de l'anémie ferriprive », précise-t-elle.

Ceci dément l'idée répandue selon laquelle il serait déconseillé de pratiquer les rapports sexuels durant l'allaitement, de peur de tomber enceinte.

En effet, il faut savoir que les rapports sexuels n'impactent en rien du tout la qualité du lait maternel, et n'affectent ni la santé de l'enfant ni celle de la

« Il faut noter qu'aujourd'hui, le taux d'allaitement maternel s'est nettement amélioré », précise la sage-femme. Il passé de 50 à 65,4% en cinq ans.

Au-delà des avantages pour les deux personnes concernées directement, l'allaitement a aussi des effets positifs sur l'écologie.

Bénéfique à l'environnement

Les moins reconnus de tous les avantages de l'allaitement maternel, sont peut-être ses avantages écologiques. Le lait maternel est une ressource naturelle et renouvelable souvent négligée. Il protège l'environnement en réduisant les pressions exercées sur la nature et il élimine les déchets et la pollution.

A l'inverse, le lait artificiel et les aliments industriels pour nourrissons sont des produits qui créent des dégâts environnementaux à chaque stade de leur production, distribution et utilisation. « Pour fabriquer la tétine par exemple, il faut du caoutchouc, et donc il faut couper les arbres. En plus, cet objet aura de la peine à disparaître dans la nature », explique la responsable des sages-femmes. L'allaitement maternel est l'unique moyen de protection contre la pollution et le meilleur exemple montrant comment l'humanité peut se nourrir avec le tout premier et le plus complet des aliments pour l'homme.

Bon à savoir :

Selon les explications de Mme Héloïse Adandogou épouse d'Almeida, présidente de l'Association des sages-femmes du Togo :

L'allaitement mixte c'est l'allaitement maternel et artificiel. En effet, il y a des mamans qui n'ont pas suffisamment de lait. Il peut arriver qu'elles soient sous un traitement qui impacte le lait maternel. Dans ce cas on préconise de suspendre l'allaitement maternel un peu et on nourrit l'enfant au lait artificiel pendant cette période.

Le lait doit être proche de celui de la mère et être préconisé par un pédiatre.

Le sevrage par contre n'est pas comme le pensent la plupart des gens, interrompre ou arrêter de donner du lait maternel à son enfant, mais plutôt introduire un aliment autre que le lait maternel pour permettre à l'enfant selon son âge de bien grandir.

Et ceci est souvent recommandé aux enfants qui manifestent le désir d'avoir plus alors que la maman n'a pas suffisamment de lait. C'est plutôt l'ablactation qui est l'arrêt du lait maternel.

TOUT PRÈS DE CHEZ VOUS LE KIOSQUE TOGOCOM



Vétérinaire, l'inconnu des professionnels de la santé

✎ Nana GARBA

Pour le commun des mortels qui se méprennent sur ce métier, être vétérinaire, revient à s'occuper de la santé des animaux de compagnie encore appelés animaux domestiques. Conséquence, le vétérinaire est à tort ou à raison, relégué au dernier plan dans les professions de la santé.

Un vétérinaire par définition est un professionnel de la santé animale. Il exerce la médecine et la chirurgie pour les animaux. Il diagnostique, soigne et prévient les maladies.

Pour le docteur vétérinaire Kossi Mabalo, président de l'Ordre National des Médecins Vétérinaires du Togo (ONMVT), le vétérinaire s'occupe aussi de la reproduction des animaux tout en mettant plus un accent sur leur santé. « Pour résumer de façon spécifique, il s'occupe de la santé, de la reproduction et du bien-être animal. C'est un zootechnicien de production animale », déclare le président de l'ONMVT.

Une profession aux multiples facettes qui fait vivre

Il faut noter que le monde animal est très diversifié. C'est ce qui explique la complexité de la médecine animale par rapport à celle humaine. En surveillant la santé de tout type d'animal, le vétérinaire s'assure par ricochet de la qualité des viandes consommées par l'humain. Au niveau des abattoirs, il s'assure que la viande est propre à la consommation. Il est notre rempart contre les maladies transmises par les animaux et les zoonoses, comme la rage. « En assurant la santé des animaux, c'est aussi notre propre santé que les vétérinaires protègent » indique Dr vétérinaire Mabalo. «



Un vétérinaire vaccinant un bœuf

C'est pourquoi un adage dit que « si le médecin soigne l'homme, le vétérinaire pour sa part, soigne l'humanité » », laisse-t-il entendre.

La médecine vétérinaire est un métier porteur de revenus. « Au début de ma carrière et malgré le fait que j'avais une vie beaucoup plus sédentaire, je vous assure qu'aucun jour ne ressemblait à l'autre. Entre consultations classiques ou vaccination des animaux, prises de sang ou chirurgie, je trouvais mon travail », témoigne le vétérinaire. C'est aussi un métier très stimulant sur le plan intellectuel et prenant sur le plan personnel. « Il faut toujours faire des recherches dans les bouquins, travailler dans les laboratoires, s'informer sur les

dernières maladies et avancées de la science », explique-t-il.

Le vétérinaire d'aujourd'hui, n'est plus seulement un clinicien mais il est aussi un chef d'entreprise. Avec sa capacité à contrôler la qualité de la consommation des viandes, il est aussi courtoisé dans un champ plus large que les soins aux animaux proprement dits. Les laboratoires pharmaceutiques et les entreprises agroalimentaires sont intéressés par son profil. « J'en suis la preuve palpable. Aujourd'hui après plusieurs années sur le terrain, j'ai ma propre entreprise, la clinique la Référence. Ainsi en plus de m'occuper de la santé animale, je suis aussi dans la composition des aliments

de ces derniers. Je suis souvent sollicité par les entreprises d'élevage pour les conseiller en matière alimentaire » dit-il. Les vétérinaires sont également des acteurs-clés du monde agricole car l'alimentation des animaux passe par la qualité des récoltes.

De longues études

La carrière de vétérinaire convient plus à ceux qui ont un grand intérêt pour les sciences, cherchent à se frotter à différents défis et n'ont pas peur de longues études. D'abord, il faut avoir un Bac 2 scientifique au minimum, de préférence en série D. « Pour accéder ensuite aux études de vétérinaire, vous avez la possibilité d'entrer directement en classe préparatoire par sélection après le Bac. Ce parcours se fait en Europe. Ou encore vous pouvez faire deux années d'études universitaires soit en sciences naturelles, ou en agronomie, procéder en vigueur en Afrique. Maintenant, quand vous arrivez à l'école vétérinaire, vous commencez la première année », détaille le président de l'ONMVT. « Il faut compter 6 à 7 ans d'études supérieures et de stages parachevés par une soutenance dans le domaine. Ce sont des études aussi longues et soutenues que celles que font les médecins en charge de l'homme », ajoute-t-il. Et, selon Dr Mabalo, ce sont les meilleurs élèves, pratiquement la crème, qui deviennent vétérinaires.

Ils sont classés alors selon la grille salariale, dans la catégorie A. C'est donc à tort qu'on pense que le métier ne fait pas vivre son petit homme.

Pour les nouveaux diplômés, l'emploi sera au rendez-vous car la profession est parmi les plus demandées à l'heure actuelle. Dans certaines régions, on parle d'ailleurs de pénurie pour le soin des élevages qui sont une source de revenus pour le pays.

Certaines fermes ne peuvent être visitées, il est très difficile de remplacer un vétérinaire qui s'absente ; l'agenda de ceux qui travaillent dans ce domaine est souvent surchargé. En effet, souligne Dr Mabalo, il existe un manque criard de personnel vétérinaire au Togo. « Actuellement, nous sommes 94 vétérinaires dont 35 dans le privé, 33 dans l'administration. Pour le reste ce sont des vétérinaires qui sont admis à la retraite. Mais de façon générale si on veut comptabiliser les autres vétérinaires qui sont à l'extérieur travaillant dans des organismes internationaux, on peut estimer le nombre de vétérinaires Togolais à 120 », a expliqué Dr Malabo.

Le Togo ne dispose pas encore d'école vétérinaire. Néanmoins, le pays a une école des métiers d'agriculture qui s'intéresse au domaine vétérinaire. Cette école créée à Kara (Institut Supérieur des Métiers de l'Agriculture (ISMA-UK) forme des techniciens vétérinaires qui vont devenir des assistants et seront beaucoup plus opérationnels sur le terrain.

En Afrique, on en dénombre trois : l'école de Dakar, celles du Maroc et de la Tunisie. En Europe, on compte « 17 écoles au total ».

LES HEPATITES VIRALES : De redoutables tueurs silencieux

✎ Charles KOLOU

Maladie de foie de type inflammatoire, l'hépatite virale est davantage apparue comme une cause de mortalité prépondérante dans le monde. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur les 71 millions d'Africains atteints d'hépatite virale chronique, 300 personnes perdent malheureusement la vie chaque jour des suites du cancer du foie et d'autres complications liées à l'hépatite B et à l'hépatite C. Au Togo, des études réalisées entre 2016 et 2018, montrent sur le territoire une montée de 12 à 16% pour l'hépatite B contre 8% pour l'Afrique de l'Ouest. Quant au virus C, la prévalence oscille toujours entre 2 et 3% depuis des années. Quels sont les facteurs de risques de contaminations de l'hépatite ? Peut-on traiter une hépatite ? comment se préserver de la maladie de l'hépatite ? Eléments de réponses.

Quand l'ignorance favorise la propagation

Les maladies de l'hépatite existent sous plusieurs formes. Les spécialistes les classent suivant deux grandes catégories : les hépatites virales et non virales. Parmi les hépatites virales liées à un virus, l'on retrouve les hépatites (A, B, C, D, E) dont les plus fréquentes sont les B et C. Les hépatites non virales sont dues à une mauvaise alimentation, à la consommation de l'alcool ou à l'intoxication du foie par la prise de médicaments synthétiques comme traditionnels.

« La plupart des médicaments qui entrent dans notre corps soit par la bouche ou par les injections à travers les veines ou les muscles ne deviennent actifs qu'après leur passage dans le foie où ils sont activés. L'abus du dosage et de la durée d'utilisation des médicaments et aussi les réactions allergiques peuvent conduire à une dégradation de l'état du foie et à une hépatite. Notons que certains antibiotiques, anti-inflammatoires et anti-douleur ou anti-fièvre dont surtout le paracétamol sont les pires ennemis du foie », explique Kpônou Tobossi, Expert en phyto-hépatologie.

Les hépatites virales ou microbiennes

sont très contagieuses. Elles se transmettent généralement par voie orale, soit de personne à personne, soit par des aliments ou de l'eau contaminée.

« Les hépatites se transmettent de plusieurs manières. Elles sont transmises généralement d'homme à homme, par le sang ou lors de rapports sexuels, par contact avec le sang et d'autres liquides biologiques comme le sperme et les sécrétions vaginales. Le maniement sans grande précaution d'objets souillés de sang notamment les matériels d'injection, rasoirs, brosses à dents, ciseaux, coupe-ongles, pinces à épiler constitue des

facteurs de risques de contamination », confie Dr Zakillatou Adam, Responsable Unité de Prise en charge des maladies (PECM - PNLS IST).

De même, une femme enceinte peut transmettre une hépatite pendant la grossesse et/ou l'accouchement au nouveau-né si celle-ci n'est pas diagnostiquée à temps pour bénéficier d'une prise en charge adéquate.

Des tueurs silencieux

Les symptômes des hépatites sont souvent silencieux et ressemblent beaucoup à ceux d'autres maladies telles que le paludisme, la grippe, les arthrites, les parasitoses digestives. Généralement une hépatite est accompagnée des symptômes de fatigue généralisée, de fièvre répétée, de bourdonnement du ventre, de bouche amère, salée, sans goût, de vertige et palpitations ainsi que des douleurs articulaires.

« La manifestation d'une hépatite peut

être aussi reconnue à travers une baisse ou perte de l'appétit, par des douleurs abdominales côté droit ou gauche, surtout et au centre de la cage thoracique, des maux de ventre, constipation, mauvaise haleine, ou encore de l'insomnie ou sommeil agité », détaille l'expert Kpônou Tobossi.

S'agissant de l'apparition des œdèmes des membres inférieurs, crachats ou vomissements sanguinolents et une prise de volume du ventre avec présence de liquide, ce sont des signes de gravité d'une hépatite virale.

Prévenir et se dépister

Selon les études, tout homme reste exposé à la maladie d'hépatite. Ainsi, la prévention de toutes les formes d'hépatite selon les médecins ne passe que par deux moyens dont le plus sûr est la vaccination. Ainsi, conseillent-ils de se prémunir surtout contre le virus B de l'hépatite.

(Suite à la page 13)

L'exemplaire parcours du journaliste Mana Palanga

✎ *Esaïe EDOH*

Ancien journaliste sportif togolais, Mana Palanga est à l'honneur dans la rubrique vieille gloire de ce numéro de FOCUS INFOS.

Agé aujourd'hui de 69 ans, Mana Palanga est l'un des rares journalistes de sa génération qui faisait aimer rien que par son talent, les rencontres sportives aux Togolais. De Radio Lomé à Radio-Télévision de la Nouvelle Marche (aujourd'hui télévision togolaise, TVT) en passant par des collaborations avec des chaînes internationales, Mana Palanga se distinguait par sa voix et par sa manière particulière de commenter l'actualité sportive ; suscitant l'admiration des auditeurs ainsi que des téléspectateurs.



même occasion qu'il avait besoin de mes services à la télé. Je me suis dit que ce n'était pas possible. Mais contre toute attente, quelques jours plus tard, je

En 1985, le journaliste vedette de la TVT sera sur la liste des hommes de média pour couvrir le Festival mondial de la Jeunesse à Moscou en Russie. En 1996, il assiste au centenaire des Jeux Olympique (J.O) à Atlanta (Etats-Unis).

Sur la longue liste des pays visités par Mana Palanga dans le cadre de sa profession, on note par ailleurs l'Algérie et le Zimbabwe, où se sont déroulés les Jeux africains en 1978 et en 1995.

Il a aussi couvert des rencontres interclub de football notamment la finale de la Coupe des vainqueurs de coupes entre Agaza de Lomé et Arab Contractors d'Egypte, et Semassi de Sokodé contre TP Mamzébé à Kinsasha en RDC.

A son actif, on compte la couverture de sept phases finales de CAN et une Coupe du monde (Allemagne 2006).

De nombreux souvenirs

Si Mana Palanga garde de très bons souvenirs de tous ces voyages, il y en a un qui l'a particulièrement marqué. C'est le tout premier au Sénégal en 1977. « C'était exceptionnel pour moi de prendre l'avion à ce moment. Vivre cette expérience fut inoubliable », confie-t-il.

Il garde également en mémoire la visite du pays des Pharaons en 1983. Après le match entre Agaza de Lomé et Arab Contractors soldé par un

score nul et vierge, synonyme de l'élimination du club togolais, Mana Palanga et le reste de la délégation des journalistes furent reçus au palais d'El-Orouba par le président égyptien d'alors, Hosni Moubarak. « Etre reçu par un président c'est forcément inoubliable », avoue -t-il. Il note par ailleurs sa visite du Rumba Jazz Club en RDC lors d'un des voyages professionnels.

Des distinctions

Il a été médaillé de bronze des J.O d'Atlanta, Mana Palanga a été fait Chevalier de l'Ordre du Mono, promotion 2017. Son parcours est aussi recomposé par plusieurs diplômes d'honneur et des distinctions honorifiques.

Un spécial hommage lui été rendu en 2017 par la nouvelle génération de journalistes par l'entremise du Conseil National des patrons de Presse (CONAPP) qui lui a décerné un trophée de reconnaissance.

Fort de son expérience, il fut plusieurs fois secrétaire général de la Fédération togolaise de football et président de l'Association des journalistes sportifs du Togo (AJST). Il est également administrateur sportif de Comité national olympique.

« J'ai fait le journalisme avec passion, c'est un métier que j'aime et je l'ai fait de tout cœur », confie-t-il. Il souhaite et conseille la même passion et rigueur dans le travail à la nouvelle génération.

C'est comme stagiaire au service des Sports de Radio Lomé que la carrière de Mana Palanga a commencé en 1977 sous les ordres de Benoit Mensah Gnamé. Son baptême de feu fut la couverture d'une rencontre au sommet du championnat sur le terrain d'ASFOSA, le premier dimanche de son stage.

Moins de deux mois plus tard, son supérieur hiérarchique l'informa qu'il passerait en direct à l'antenne, dans l'émission phare « Sport sur l'antenne », diffusée tous les mardis. « Ce fut pour moi une vraie surprise qui fit place très vite à la peur car il ne fallait pas décevoir le supérieur qui m'a fait confiance », se souvient le confrère.

En effet, à l'époque, il n'était

pas évident pour un stagiaire de monter à l'antenne, qui plus est en direct. Mais motivé et déterminé, il réussit avec brio ce passage. Ce qui lui vaudra d'être désigné pour la couverture du 9^e Championnat africain de basketball à Dakar (Sénégal) du 20 décembre 1977 au 2 janvier 1978.

Mana Palanga ne fera pas long feu à Radio Lomé. La reconnaissance de ses qualités professionnelles par ses supérieurs lui valurent d'être affecté en à peine un an, de Radio Lomé à la télévision nationale pour y poursuivre sa carrière. « C'était un soir de mars 1978 sur la cour de tennis de Lomé, le chef des services de sport de la télévision nationale fit ma connaissance et m'annonça par la

reçois la note d'affectation à la télé », raconte Mana Palanga. C'est ainsi qu'il a commencé par apparaître sur les écrans de télévision.

Le tour du monde grâce au journalisme

Le journalisme a permis au présentateur télé de faire le tour du monde. Après le Sénégal en 1977, ce sera le Nigéria en 1980 pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football, malgré l'absence du Togo. L'année suivante, il se rendra à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire, pour couvrir les Jeux universitaires. Toujours au pays de Félix Houphouët-Boigny, il couvre en 1984 la CAN pour la deuxième fois de sa carrière.

LES HEPATITES VIRALES :

(Suite de la page 12)

« Pour se prémunir contre le Virus B, il est recommandé de se faire dépister et se faire vacciner dans les normes c'est-à-dire prendre les 03 doses de vaccin, si le test se révèle négatif. Plus tôt on connaît sa maladie, plus tôt on débute le traitement, et plus vite on guérit », conseille l'expert en phyto-

Le deuxième moyen reste l'éviction des moyens de contamination. « Le meilleur moyen de se préserver d'une maladie comme l'hépatite est de réduire son exposition aux facteurs de risque. A l'exemple du virus C de l'hépatite qui n'a malheureusement pas de vaccin, l'éviction de son seul moyen de contamination qui est du sang à sang reste la solution », conseillent les médecins.

Le traitement des hépatites virales passe primo par l'élimination des molécules virales. Ainsi existe-t-il un traitement classique à travers la prise d'Anti Rétro Viraux (ARV) dont le coût reste élevé

ou la prescription de produits génériques.

Le traitement est encore cher et hors de la bourse du citoyen lambda. Le bilan pré thérapeutique non subventionné, seul coûte près de 100.000f CFA en moyenne et le traitement même avoisine une moyenne de 300.000fcfa. En somme, il faut prévoir 400.000f CFA comme dépense moyenne pour une prise en charge, selon les médecins spécialistes.

« Les hépatites sont des maladies appauvrissantes à cause du coût élevé de leur prise en charge », confie-t-on.

Parallèlement à ce traitement conventionnel, émergent des traitements mixtes de tradithérapie et de la médecine moderne. En cas d'infection, il est recommandé de veiller à modifier son mode de vie pour préserver son foie. Il faudrait donc arrêter

toute consommation d'alcool, stopper sa consommation de tabac, maintenir un taux normal de sucre et de graisses dans le sang et suivre correctement son traitement.

« Les hépatites étant imprévisibles sur le plan dégât sanitaire, il vaut mieux rester sur sa défensive en se faisant dépister et vacciner contre la B, en évitant les contacts avec les dérivés sanguins d'autrui pour éviter le virus C, en s'alimentant le plus naturellement possible, en évitant l'automédication et en ne prenant des produits que si vraiment nécessaire. Il s'agira aussi de consulter le plus vite possible dans les centres de soins autorisés, d'éviter l'alcool et du coup, l'hépatite alcoolique », conseille ce médecin.

L'hépatite B plus redoutable que le VIH Sida ?

L'hépatite B est une infection virale qui s'attaque au foie tout comme les

autres formes d'hépatite. Le virus HB se transmet par contact avec le sang ou lors de rapports sexuels. Cette maladie est considérée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) comme un problème majeur de santé publique, au même titre que le SIDA.

Le virus de l'hépatite B se transmet principalement par voie sexuelle ou sanguine. En effet, les seules sécrétions ou liquides corporels qui permettent de transmettre le virus sont le sang, le sperme, les sécrétions vaginales, la salive et les liquides issus d'une plaie. Pour qu'il y ait transmission, il faut donc qu'un de ces liquides chez le malade passe dans le sang d'une personne saine. La transmission de la mère à l'enfant est aussi possible mais un traitement précoce par immunoglobulines suivi d'une vaccination permet d'éviter la maladie.

Le risque de contagion reste très élevé. « Le virus de l'hépatite B (VHB) serait 50 à 100 fois plus contagieux que le VIH SIDA, et 10 fois plus contagieux que le virus de l'hépatite C (VHC). Cela veut dire que là où 01 personne est en train de s'exposer au VIH, 100 autres ont déjà pris le risque du virus B et là où 01 personne s'expose pour le virus C, 10 autres ont déjà pris le risque du VHB. A la différence du VIH SIDA, le VHB est très résistant et même dans un milieu très difficile et très hostile à la vie, après une semaine il est encore vivant et peut encore infecter » explique, Kpônou Tobossi.

Souvent asymptomatiques ou provoquant des symptômes légers, l'hépatite B peut passer inaperçue pendant des années et avoir des conséquences dévastatrices. « L'hépatite B peut être aigüe, à risque mortel, ou devenir chronique, à risque de cirrhose et de cancer du foie », indique Dr Zakillatou Adam.

INTERVIEW : ORLANDO DJVJ, LE DOMPTEUR DE LA PLATINE

«C'est une histoire d'amour car je suis un amoureux du scratch»

Passionné de musique depuis sa tendre enfance, il a choisi de faire carrière dans un domaine où il peut à chaque fois contaminer les gens avec sa fougue pour la chanson. Nyamakou Komi Eli Pascal à l'état civil, plus connu sous le nom de DJVJ ORLANDO, il fait partie de ces « héros de la nuit » qui font tout pour rendre agréables les soirées. Il se démarque par son tact et sa manière particulière de réaliser les mixages. Découvrons-le !

FI: Un DJ, beaucoup connaissent mais c'est quoi un VJ ?

Veejay dans ma chambre. En gros, c'est pour vous dire que je n'ai pas encore presté en tant que Veejay.

à part le Djing ou c'est ton unique source de revenus?

ORLANDO DJVJ: Je ne vis que de mon art, même si c'est un peu compliqué.

ORLANDO DJVJ: Un Veejay, c'est un Dj qui mixe les vidéos, c'est un art à part entière qui permet de mettre du visuel dans les prestations audios.

FI: Conseillerais-tu le métier de DjVJ à un jeune?

ORLANDO DJVJ: Tout d'abord, être Dj ou Vj doit venir du cœur. Tu dois avoir de la passion pour la chose. S'il y a la passion, tout est possible. Mais franchement, moi, je vis mon rêve actuellement. Du coup, si c'est le rêve de quelqu'un de devenir Dj ou Vj, qu'il se lance.

FI: Comment pourrais-tu décrire ton style musical ?

ORLANDO DJVJ: Mon style, je peux le décrire en trois mots: « authentique », « amusant » et surtout « dansant ».

FI: Comprend-on cet art au Togo ?

ORLANDO DJVJ: Au Togo, cet art laisse à désirer car il n'est pas beaucoup pratiqué ni très demandé. Le public préfère danser au lieu de regarder.

FI: As-tu participé à la formation en VJ qui s'était déroulée en Novembre 2019 à l'Institut français du Togo (IFT)? Si oui, en quoi elle t'a enrichi?

FI: Si tu étais ministre de la culture, quels seraient les 5 points importants de ton mandat ?

ORLANDO DJVJ: Drôle de question! Mais bon imaginons que je sois ministre de la culture :

-En premier lieu, je vais œuvrer à la construction de salles de cultures dignes de ce nom ;
-Je multiplierai le fonds d'aide à la culture (FAC) par 5 pour permettre l'épanouissement de la culture ;
-Je donnerai plus de voix aux artistes
-Je multiplierai les activités culturelles
-Je donnerai plus de valeur aux Djs en les faisant reconnaître par l'Etat

FI: Quel est ton meilleur souvenir en mix ?

ORLANDO DJVJ: Ah ça... Ça remonte à 3ans déjà quand je mixais dans un petit village à l'intérieur du pays du nom de Pagala Gare. J'avais des frissons quand j'entendais toute la boîte de nuit crier mon nom : Orlando, Orlando Orlando. Wow !Ce fut magique, je peux dire que ce jour, je ne pourrai jamais l'oublier.

FI : Peux-tu nous parler de tes influences musicales ?

ORLANDO DJVJ: Mes influences musicales ? Je suis plus Oldschool car depuis tout petit, je ne faisais qu'écouter cette tendance. Le hip-hop, c'est une histoire d'amour car je suis un amoureux du scratch et il n'y a rien d'autre que le hip-hop pour faire des scratches de dingue.

FI : Qu'est-ce qui t'a donné envie d'être Dj ?

ORLANDO DJVJ: Ça n'a pas été une

FI: Combien de spectacles en VJ as-tu déjà fait? Au Togo ? Dans la sous-région ?

ORLANDO DJVJ: Comme je le disais tantôt, cet art ne passionne pas beaucoup de monde. Les rares fois où les gens s'y intéressent, ce sont les mêmes personnes qui y sont invitées. Du coup, pour le moment, je suis

FI: Quelles sont tes références musicales ?

ORLANDO DJVJ: Personnellement, je suis plus Oldschool, Rnb, Rap mais actuellement, nous sommes tous dans l'Afrobeat.

FI : Vous menez d'autres activités



envie mais carrément une obligation. J'avais en moi cet amour pour la chose et la première fois que j'ai suivi un show Dj sur internet, j'étais tombé raide fou de cet art, la manière dont le Dj mixait, la manière dont le public réagissait, c'était juste magnifique.

FI : A quel dj te compares-tu ?

ORLANDO DJVJ: En vrai, je ne me compare à personne à part DjVj Orlando

FI : Quels sont les titres phares que tu joues ?

ORLANDO DJVJ: Déjà je ne sais pas si c'est un défaut mais je n'arrive pas à préparer mon set, je mixe selon mon public ; du coup, je suis plutôt polyvalent. Je n'arrive pas à mixer les mêmes chansons tout le temps.

FI : Un film marquant ?

ORLANDO DJVJ: Oui « XoXo », ça parle d'un petit Dj dont la chance a tourné à la dernière minute. J'ai été vraiment touché car je me suis retrouvé dans ce film. Bref, ça m'a beaucoup touché.

FI : Projets d'avenir ?

ORLANDO DJVJ: Une grande école de Dj et surtout mettre sur pied une stratégie pour promouvoir la musique togolaise elle-même plus efficacement.

FI : Quelles sont les scènes ou les grands événements où tu as déjà officié ?

ORLANDO DJVJ: La Foire de la Kermesse, la soirée organisée pour les 25 ans de l'école ESGIS, le spectacle « Mia bé woé », la foire Adjafi, le Projet X, etc.....

FI : Quel est ton plus beau souvenir de soirée ?

ORLANDO DJVJ: C'était à la foire Kermesse ; j'avais mixé devant plus de 5000 personnes, franchement c'était ouf !

FI : Un dernier mot

ORLANDO DJVJ: Déjà merci à vous pour le clin d'œil, le grand merci va à Dieu qui ne cesse de m'illuminer dans tout ce que j'entreprends et aussi merci à tous ces gens qui ne cessent de me soutenir et de croire en moi. One love !

Afia Mala, la diva de la chanson togolaise élevée au rang d'Officier de l'Ordre du Mérite

✪ Wilfried ADEGNIKA

Le jeudi 15 octobre dernier, l'artiste togolaise Afia Mala de son vrai nom Afiwavi Mawulana Catherine Missohou a été décorée de la médaille de l'Ordre du Mérite pour sa contribution au patrimoine culturel togolais.

Cette distinction fait partie des Ordres nationaux de la Chancellerie qui visent à encourager et à promouvoir l'excellence parmi les citoyens togolais. « Cette décoration vient récompenser mes années passées à valoriser notre culture à travers ma musique et mes activités privées », révèle la princesse des rives du Mono, avant de manifester sa joie : « Je suis très honorée et reconnaissante pour cette marque de considération témoignée à

mon égard, je ne m'y attendais pas du tout, c'est une belle surprise ».

« Sur le plan personnel, c'est un beau titre pour ma personne, je peux dire (rire). Pour ma carrière, je pense que c'est une belle marque d'intérêt que témoigne mon pays pour ma musique. Elle a été valorisée à son juste titre quand on sait que cette musique valorise mes origines, donc mon identité », confie Afia Mala.

Cette reconnaissance apporte encore



plus de crédibilité à notre « Diva » auprès de ses partenaires extérieurs et ceci aura des retombées directes sur le quotidien des orphelins à qui elle vient en aide à travers sa fondation « Vie et Vivre ».

« Vous savez, on ne peut pas tout faire seul, et je pense que les partenaires verront en cette distinction plus de crédibilité à l'égard de ma personne et pourront désormais penser à nous accompagner dans nos futures activités afin de soutenir les enfants dans le besoin. La fondation « Vie et Vivre » est ouverte pour toutes aides et tous dons en faveur des enfants que nous soutenons avec nos moyens », révèle Afia.

Pour rappel, elle a déjà sorti deux vidéos à savoir « Identité » et « Adjino Massé », et ces deux titres annonçaient bien avant Mars 2020, la sortie de son 9e album.

« Je ne pourrai devancer mon équipe managériale mais ce que je peux vous dire est que l'album « Identité » sortira au mois de novembre », confie-t-elle.

« Le message est clair : il est temps que nous revenions aux bases, que nous nous intéressions à nous, à nos us et coutumes, à nos richesses culturelles et humaines, donc à notre identité », martèle Afia Mala.

TOUT PRÈS DE CHEZ VOUS LE KIOSQUE TOGOCOM



TAUX: 0%



* Offre soumise à conditions

Oxy Conseil

**Pour une belle rentrée
scolaire et un avenir assuré !**

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2020

Disponible en **24 heures**



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

